

Inside Secure

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2014)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Antoine OLANDA
38 parc du Golf
13856 Aix-en-Provence

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2014)

Aux Actionnaires
Inside Secure
Rue de la Carrière de Bachasson
13590 Meyreuil

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

La note 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu et à la comptabilisation des opérations libellées en devise.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Lors de l'arrêté de ses comptes, votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment les provisions pour couvrir les risques éventuels de dépréciation des titres de participation, l'activation des frais de développement, et les provisions sur stocks et pour risques et charges.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Aix-en-Provence, le 28 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Didier Cavanié
Associé

Antoine OLANDA



Bilan

ACTIF en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	45 220	22 314	22 906	28 931
Immobilisations corporelles	3.1	12 340	9 298	3 042	3 986
Immobilisations financières	3.2	27 657	5 883	21 774	10 851
Actif immobilisé		85 217	37 495	47 722	43 769
Stocks	3.4	13 841	5 670	8 170	10 750
Avances et acomptes versés sur commandes		512	-	512	454
Créances clients	3.5	12 865	737	12 127	13 927
Autres créances	3.5	32 757	-	32 757	23 585
Valeurs mobilières de placement	3.6	120	-	120	7 639
Disponibilités	3.6	28 034	-	28 034	21 322
Actif circulant		88 128	6 408	81 721	77 677
Charges constatées d'avance	3.12	1 929	-	1 929	1 210
Ecart de conversion actif	3.13	465	-	465	127
Comptes de régularisation		2 394	-	2 394	1 337
TOTAL ACTIF		175 740	43 903	131 837	122 783
PASSIF en milliers d'euros		31 décembre 2014		31 décembre 2013	
Capital	3.7			13 732	13 597
Prime d'émission et d'apport	3.7			162 292	162 101
Réserve indisponible	3.7			9 998	9 998
Autres réserves	3.7			-	(439)
Report à nouveau	3.7			(116 532)	(92 082)
Résultat	3.7			(2 102)	(23 854)
Capitaux propres				67 387	69 322
Provisions pour risques et charges	3.8			1 206	2 406
Emprunts et dettes financières divers	3.5			36 209	24 337
Avances et acomptes reçus				1 215	2 380
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.5			11 923	8 870
Dettes fiscales et sociales	3.5			5 611	6 273
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.5			-	-
Autres dettes	3.5			5 734	3 507
Dettes				61 899	47 772
Produits constatés d'avance	3.12			1 982	5 686
Ecart de conversion passif	3.13			569	2
Comptes de régularisation				2 551	5 689
TOTAL PASSIF				131 837	122 783

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT en milliers d'euros	Note	Exercice 2014	Exercice 2013
Chiffre d'affaires	4.1	94 458	115 954
Production stockée		(1 304)	(1 174)
Subventions d'exploitation		218	(24)
Reprises sur dépréciations et provisions	3.8	4 454	5 159
Transferts de charges	4.8	713	1 121
Autres produits		203	22
Total produits d'exploitation		98 742	121 057
Achats matières et marchandises		15 434	57 959
Variations de stocks		1 183	(8 862)
Autres achats et charges externes		53 863	53 481
Impôts taxes et versements assimilés		1 484	1 378
Salaires et traitements	4.3 et 4.4	10 991	15 350
Charges sociales		4 543	5 377
Dotations aux amortissements et dépréciations			
- Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	3.1	10 778	10 784
- Sur actifs circulants : Dotations aux dépréciations	3.8	2 954	6 483
Dotations aux provisions		-	850
Autres charges		4 657	4 744
Total charges d'exploitation		105 888	147 544
RESULTAT D'EXPLOITATION		(7 146)	(26 487)
Produits financiers de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		5	383
Reprises de provisions	3.8	254	297
Différences positives de change		6 260	2 684
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		17	2
Total produits financiers		6 536	3 366
Dotations aux provisions	3.8	465	191
Intérêts et charges assimilés		520	189
Différences négatives de change		2 827	3 715
Total charges financières		3 812	4 095
RESULTAT FINANCIER		2 724	(729)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	2
Produits exceptionnels sur opérations en capital		171	128
Total produits exceptionnels		171	130
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		152	2
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		166	121
Dotations aux amortissements et provisions		161	1 154
Total charges exceptionnelles		479	1 277
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(308)	(1 147)
Impôt sur les bénéfices			
Crédit d'impôt recherche	4.9	2 629	4 510
RESULTAT NET COMPTABLE		(2 102)	(23 854)

Notes annexes aux comptes annuels

Le bilan, avant répartition de l'exercice, présente un total de 131 837 milliers d'euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, un chiffre d'affaires de 94 458 milliers d'euros, pour une perte de 2 102 milliers d'euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales sur la Société

1.1. Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

INSIDE Secure (« la Société ») propose une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les appareils mobiles et connectés. Cette offre s'appuie sur la propriété intellectuelle développée au sein du groupe qui peut être licenciée ou cédée, sur des solutions logicielles et des semi-conducteurs fabriqués en mode sans usine « fabless ».

Le 5 avril 2014, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale a acquis Metaforic, société spécialisée dans le développement de technologie de code logiciel impénétrable et de logiciels de sécurité dédiés au cryptage, à destination principalement des marchés de paiement mobile et de la banque mobile.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

1.2. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture des comptes au 31 décembre 2014.

2. Règles et méthodes comptables

(a) Principes comptables et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général applicables à la clôture de l'exercice.

(b) Monnaie de présentation

L'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars américains (« dollars »). Cependant, conformément aux dispositions du Code de Commerce, la Société présente ses comptes sociaux en euros. Le cours de clôture du dollar par rapport à l'euro est passé de 1,37910 dollars pour 1 euro au 31 décembre 2013 à 1,21410 dollars au 31 décembre 2014.

(c) Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités de la Société. Les

produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises.

La Société comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront à la Société et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités de la Société décrite ci-après.

La Société commercialise des circuits intégrés, de la propriété intellectuelle, des logiciels et des services.

1) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits de la Société sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu pour les produits à la livraison lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe et déterminé et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

2) Reconnaissance du revenu – Activités de services

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

3) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients de la Société. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, la Société s'appuie principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

4) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

5) Reconnaissance du revenu – Vente de brevets

Le développement de technologies peut donner lieu à la vente de brevets, alternativement à la concession de licences d'exploitation de ceux-ci. La cession de brevet est reconnue en chiffre

d'affaires lorsqu'elle constitue une transaction ordinaire et que la propriété et les risques et avantages associés ont été transférés en totalité à l'acquéreur.

6) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

7) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, la Société détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de vente de ces créances.

8) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

(d) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont essentiellement composées de droits d'utilisation de licences de logiciels, de technologies brevetés et de coûts de développements en interne d'applications informatiques amortis sur leur durée d'utilité, estimée à trois années.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif du bilan dans la mesure où la Société dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point des programmes de développement précisément définis et qu'elle bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

(e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont pratiqués selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens :

- 3 à 5 ans pour le matériel de recherche et développement,
- 3 à 10 ans pour les agencements et aménagements de constructions,
- 3 à 5 ans pour le matériel de bureau,
- 3 à 8 ans pour le mobilier.

(f) Stocks

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré – premier sorti. Le coût des produits finis et des travaux en cours comprend le coût d'achat des « wafers » (tranches de silicium), les dépenses de sous-traitance d'assemblage, les autres coûts directs et les coûts de test des produits sur la base d'un niveau d'activité normal. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt et l'impact de la sous-activité. Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

La Société analyse régulièrement les quantités en stocks pour identifier les éventuels stocks excédentaires, le risque d'obsolescence technique et les stocks dont le coût excède leur valeur de marché. Elle enregistre, le cas échéant, une provision au cas par cas correspondant à ces pertes de valeur.

(g) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée, après analyse, au cas par cas, lorsque la valeur recouvrable est jugée inférieure à la valeur comptable.

(h) Opérations libellées en devises

Comme indiqué précédemment, l'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars.

En 2014, la Société a eu recours à des opérations de couverture de change pour couvrir son exposition dans sa monnaie fonctionnelle, le dollar contre l'euro.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités figurent au bilan pour leur contrevaletur en euros au cours du dernier jour de l'exercice. La différence résultant de la réévaluation de ces actifs et passifs en devises est portée au bilan dans le poste « Ecart de conversion actifs » ou « Ecart de conversion passif ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

(i) Subventions et crédit d'impôt recherche

Des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. La Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat en « Subventions d'exploitation » (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Une avance remboursable sous conditions est traitée comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat) s'il est établi que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

Les crédits d'impôt recherche octroyés pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique sont comptabilisés en crédit d'impôt sous la rubrique « Impôts sur les bénéfiques » conformément à la recommandation de l'ANC du 11 janvier 2011. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs".

(j) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice 2014.

3. Compléments d'informations relatifs au bilan

3.1 Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent de la façon suivante :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2013	Augmentations par achats	Reclassements de postes	Diminutions	31 décembre 2014
Licences et logiciels	31 990	3 426	-	-	35 416
Capitalisation des frais de R&D	4 107	24	-	(65)	4 066
Fonds commercial	5 738				5 738
Total des immobilisations incorporelles	41 835	3 450	-	(65)	45 220
Agencements aménagements des constructions	1 553	90	-	(13)	1 630
Installations techniques, matériels et outillages industriels	8 124	280	88	(107)	8 384
Agencements aménagements divers	30	2	-	-	31
Matériel de bureau et informatique mobilier	2 077	157	(88)	(55)	2 091
Immobilisations en cours	306	727	-	(827)	205
Total immobilisations corporelles	12 089	1 255	-	(1 002)	12 341

Les frais de développement activés pour un montant de 4 066 milliers d'euros sont liés à des projets de recherche appliquée financés par des avances remboursables et par des subventions classiques. Les frais de recherche capitalisés correspondent uniquement à la partie des projets financés par les avances remboursables. La comptabilisation de ces frais au 31 décembre 2014 reflète la meilleure estimation de l'issue de ces projets à la date d'arrêté des comptes.

Les amortissements se décomposent comme suit :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2013	Dotations	Reclassements de postes	Reprises	31 décembre 2014
Licences et logiciels	12 894	9 032	-	-	21 926
Capitalisation des frais de R&D	-	388	-	-	388
Total des immobilisations incorporelles	12 894	9 420	-	-	22 314
Agencements aménagements des constructions	84	158	-	(8)	233
Installations techniques, matériels et outillages industriels	6 164	1 046	66	(84)	7 192
Matériel de bureau et informatique mobilier	1 855	164	(66)	(79)	1 873
Total immobilisations corporelles	8 102	1 367	-	(171)	9 298

Les valeurs nettes comptables se présentent comme suit (en milliers d'euros) :

Valeurs nettes comptables	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Licences et logiciels	13 490	19 096
Capitalisation des frais de R&D	3 678	4 107
Fonds commercial	5 738	5 738
Total immobilisations incorporelles	22 906	28 941
Agencements aménagements des constructions	1 396	1 469
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 192	1 960
Agencements aménagements divers	31	30
Matériel de bureau et informatique, mobilier	218	222
Immobilisations en cours	205	306
Total immobilisations corporelles	3 043	3 986

3.2 Etat des immobilisations financières

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	Augmentations ou dotations	Diminutions ou reprises	31 décembre 2014
Titres de participation	14 683	558	(43)	15 198
Creances rattachés à des participations	-	10 415	-	10 415
Obligations convertibles Twinlinx	171	-	-	171
Créance obligataire	72	-	(72)	-
Créance SIDS	1 500	-	-	1 500
Dépôts et cautions versées	333	4	(54)	282
Provision intérêts SIDS	95	-	(5)	90
Immobilisations financières brutes	16 854	10 977	(174)	27 657
Provisions sur titres de participation	(4 165)	-	43	(4 122)
Provision sur obligations convertibles	-	-	-	-
Provision sur créance obligataire	(1 837)	-	76	(1 761)
Immobilisations financières nettes	10 851	10 977	(55)	21 774

La Société avait souscrit à des obligations convertibles émises par Twinlinx, une société développant des semi-conducteurs, la date de conversion venant à échéance en 2011. Twinlinx ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%.

La Société avait accordé en 2009 à la société SIDS, holding de contrôle d'une société intervenant dans le domaine de la sécurité numérique, un prêt remboursable en numéraire à échéance au 30 juin 2010, prorogé jusqu'au 31 mars 2011. SIDS ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%.

Afin de financer l'acquisition de la société Metaforic par Vault IC UK (filiale d'INSIDE Secure), INSIDE Secure a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élève à 10 415 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

3.3 Etat des crédits-bails

Au 31 décembre 2014, la Société a deux contrats de crédit-bail en cours (en milliers d'euros) :

	Redevances payées en 2014	Redevances restant à payer			Total à payer
		A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de cinq ans	
Materiel informatique	366	214	-	-	214
Machine de production	91	-	-	-	-
Total	458	214	0	-	214

3.4 Etat des stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Matières premières	7 010	8 240
Produits semi-finis	6 757	7 605
Produits semi-finis en transit	-	138
Produits revendus en état	74	62
Stocks bruts	13 841	16 046
Provision	5 670	5 296
Stocks nets	8 170	10 750

Au cours de l'année 2013, la Société a constitué des stocks « stratégiques » afin de faire face aux difficultés opérationnelles de l'un de ses fournisseurs de wafers, la société LFoundry. Les produits concernés sont des produits que seule la société LFoundry était susceptible de fabriquer. Au 31 décembre 2014, ces stocks s'élèvent à 2 274 milliers d'euros en valeur brute (3 382 milliers d'euros au 31 décembre 2013) et doivent permettre de faire face aux besoins des clients actuels de la Société pour les années 2015 et 2016.

La dotation aux provisions pour dépréciation des stocks est liée au niveau des stocks jugés excédentaires notamment évalué par rapport au carnet de commandes, ainsi qu'à l'obsolescence.

3.5 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des créances sont les suivantes :

Échéance des créances en milliers d'euros	Brut 31 décembre 2014	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	10 415	-	10 415
Autres immobilisations financières	373	-	373
Créances clients	12 865	12 865	-
Personnel et comptes rattachés	94	94	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	201	-	-
Crédit d'impôt recherche	21 032	-	21 032
Taxe sur la valeur ajoutée	1 098	1 098	-
Groupe et associés	7 326	7 326	-
Débiteurs divers	3 006	3 006	-
Total	56 409	24 389	31 819

Les échéances des dettes sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Échéance des dettes en milliers d'euros	Brut		
	31 décembre 2014	De 1 a 5 ans	A plus de 5 ans
Instruments financiers	127	127	-
Monetisation du CIR	15 311	-	15 311
Emprunts et dettes financières divers	631	631	-
Fournisseurs et comptes rattachés	11 923	11 923	-
Personnel et comptes rattachés	2 598	2 598	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 173	2 173	-
Impôts sur les bénéfices (CICE)	59	59	-
Taxe sur la valeur ajoutée	513	513	-
Autres impôts et taxes assimilés	267	267	-
Groupe et associés	20 140	20 140	-
Autres dettes	1 066	1 066	-
Avance remboursable	4 669	4 669	-
Total	59 477	44 166	15 311

La Société a mis en place en 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor dont la durée initiale a été portée à 3 ans en 2013, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance- crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan.

Le montant des créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre et pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée, ne figurant donc plus à l'actif du bilan, est le suivant :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Créances cédées et sorties de l'actif	8 498	3 380
Reserve de garantie	(1 222)	(124)
Trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances	7 276	3 256

3.6 Trésorerie

La trésorerie s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Liquidités en banques	24 028	16 914
Valeurs mobilières de placement nanties	120	293
Valeurs mobilières de placement	-	7 346
Dépôts à terme	4 005	4 408
Total	28 154	28 961

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition des placements ont été intégrés.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

3.7 Variation des capitaux propres et composition du capital social

La variation des capitaux propres de présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	Affectation	Augmentation	Diminution	31 décembre 2014
Capital	13 597	-	134	-	13 732
<i>Nombre d'actions</i>	<i>33 993 562</i>		<i>335 286</i>		<i>34 328 848</i>
<i>Valeur nominale</i>	<i>0,40 €</i>				<i>0,40 €</i>
Primes	162 101	-	191	-	162 292
Réserves réglementées	9 998	-	-	-	9 998
Autres réserves	(439)	-	(157)	-	(597)
Report à nouveau	(92 082)	(23 854)	-	-	(115 935)
Résultat de l'exercice (perte)	(23 854)	23 854	(2 102)	-	(2 102)
Capitaux propres	69 322	-	(1 598)	-	67 389

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2013 a été affectée au report à nouveau débiteur par décision de l'assemblée générale ordinaire du 26 Juin 2014.

	Capital	Prime d'émission	Prime d'apport	Bons de souscription	Réserve indisponible
A l'ouverture au 1er janvier 2014	13 597	161 270	461	371	9 998
Souscriptions de BSA	31	155	-	36	-
Acquisition définitive d'actions gratuites	103	-	-	-	-
Variation	134	155	-	36	-
A la clôture au 31 décembre 2014	13 732	161 424	461	407	9 998
	(13 732)	(161 424)	(461)	(407)	(9 998)



Prime d'émission (162 292)

Des bons de souscription d'actions ont été souscrits au cours de l'exercice pour 36 milliers d'euros.

Les BSA émis par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2014 sont les suivants :

Date émission BSA	Nombre de BSA souscrits	Prix de souscription en euros	Nombre maximal d'actions à souscrire en exercice des BSA	Prix unitaire de souscription des actions à souscrire en exercice des BSA en euros*	Date expiration	Note
16 juin 2005	1	100	43 332	5,77	8 juillet 2015	
16 juin 2005	1	100	52 000	15 054	8 juillet 2015	
31 juillet 2006	4 600	2,36 par bon	18 400	56 466	20 novembre 2016	
30 août 2007	750	4,23 par bon	3 000	7,06	6 novembre 2017	3
30 août 2007	2 300	4,23 par bon	8 820	7,06	4 juin 2019	4
21 septembre 2007	1 000	4,23 par bon	4 000	7,06	30 juin 2018	4
21 septembre 2007	1 000	4,23 par bon	4 000	7,06	3 juillet 2018	4
22 octobre 2012	20 000	1,07	20 000	2,19	22 octobre 2022	
21 décembre 2007	2 000	6,03 par bon	8 000	10,05	22 août 2018	4
18 décembre 2008	750	4,23 par bon	3 000	7,06	4 mai 2019	4
18 décembre 2008	3 200	4,02 par bon	12 800	10,05	24 mars 2019	5
1 octobre 2010	50 000	4,18 par bon	212 976	4,19	1 octobre 2015	3
29 décembre 2010	12 500	4,18 par bon	50 000	4,75	29 décembre 2015	
22 octobre 2012	20 000	1,07 par bon	20 000	2,19	22 octobre 2022	
Total	118 102		460 328			

Note 1 : Ou 5 ans à compter de l'admission de tout ou partie des titres de la société sur un marché réglementé européen ou nord-américain et au plus tard le 8 juillet 2015.

Note 2 : Ou avant l'admission d'actions de la société aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger.

Note 3 : Ou au plus tard la veille de la réalisation d'un évènement de liquidité défini contractuellement.

Note 4 : Exerçable par tranches

Note 5 : Exerçable par tranches ou en totalité à compter du transfert de l'apport de titres représentant et/ou donnant accès à au moins 90% du capital de la société

* L'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 4 la ramenant de 1,60 € à 0,40 €.

Les actions gratuites émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

Date d'attribution des actions gratuites	Nombre d'actions gratuites pouvant être définitivement attribuées au 31 décembre 2014	Nombre d'actions attribuées définitivement en 2014	Nombre d'actions gratuites perdues au cours de l'année 2014
30.06.2010	-	110 000	-
06.04.2012	-	-	175 250
26.07.2012	-	-	2 200
26.07.2012	-	63 510	-
17.10.2012	80 000	80 000	-
20.12.2012	5 000	5 000	-
Total	85 000	258 510	177 450

* L'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 4 la ramenant de 1,60 € à 0,40 €.

Les options de souscription d’actions émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

Date d'attribution des Options	Nombre d'Options attribuées en cours de validité au 31 décembre 2014	Prix de souscription des Options (en €)	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des options	Nombre des options levées au cours de l'année 2014	Prix de souscription des actions sur levée des options (en euros)*	Date d'expiration des options
17.02.2006	68 426	Gratuit	68 426	3 876	3,9425	20.10.2015
02.06.2006	51 904	Gratuit	51 904	-	3,9425	20.10.2015
02.06.2006	124 000	Gratuit	124 000	20 400	3,9425	02.06.2016
02.02.2007	11 700	Gratuit	11 700	-	7,055	02.06.2016
03.11.2008	21 600	Gratuit	21 600	-	10,0525	02.06.2016
03.11.2008	60 800	Gratuit	60 800	-	10,0525	19.06.2017
26.07.2012	14 490	Gratuite	14 490	-	3,07	26.07.2022
20.02.2013	35 000	Gratuit	35 000	-	2,89	20.02.2023
20.02.2013	190 000	Gratuit	190 000	-	2,89	20.08.2023
03.05.2013	-	Gratuit	-	25 000	2,54	03.05.2023
27.08.2013	30 000	Gratuit	30 000	-	2,45	27.02.2023
27.08.2013	75 000	Gratuit	75 000	7 500	2,45	27.08.2023
17.01.2014	100 000	Gratuit	100 000	-	2,11	17.01.2024
23.04.2014	15 000	Gratuit	15 000	-	3,66	23.04.2024
22.07.2014	230 000	Gratuit	230 000	-	4,54	22.01.2024
22.07.2014	70 000	Gratuit	70 000	-	4,54	22.07.2024
28.08.2014	80 000	Gratuit	80 000	-	4,21	28.08.2024
Total	1 177 920		1 177 920	56 776		

* L'assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2011 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 4 la ramenant de 1,60 € à 0,40 €.

3.8 Etat des provisions

Les provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	Augmentations Dotations	Regroupement d'entreprise	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31 décembre 2014
Provisions pour pertes de change	(143)	(465)	-	143	-	(465)
Autres provisions pour risques	(1 632)	(20)	-	1 304	180	(168)
Provisions indemnités retraites	(631)	-	-	-	58	(573)
TOTAL I	(2 406)	(485)	-	1 447	238	(1 206)
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles	(10)	(388)	-	-	-	(398)
Sur titres de participation	(4 165)	-	-	43	-	(4 122)
Sur autres immobilisations financières	(1 837)	-	-	76	-	(1 761)
Sur stocks et en cours	(5 296)	(1 937)	-	948	616	(5 670)
Sur comptes clients	(1 166)	(399)	-	706	122	(737)
TOTAL II	(12 474)	(2 724)	-	1 773	738	(12 688)
TOTAL GENERAL (I) + (II)	(14 880)	(3 209)	-	3 220	976	(13 894)

Provisions pour pertes de change

Les provisions pour pertes de change correspondent aux pertes latentes de change nettes sur les positions bilancielle. La Société comptabilise des provisions pour indemnités de départ en retraite sur la base de calculs et d’hypothèses actuariels. La direction de la Société considère que les coûts finaux susceptibles d’être engendrés par ces litiges n’auront pas d’impacts significatifs sur la situation financière de la Société.

Litiges sociaux et commerciaux

La Société est sujette à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction de la Société considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

Provision pour restructuration

En 2013, INSIDE Secure avait lancé un plan de réorganisation de ses activités dans le monde. Ce plan devait permettre de réduire les coûts opérationnels (dans le cadre de la réorientation des priorités stratégiques du Groupe sur ses marchés) par une diminution de ses frais administratifs et commerciaux, un recentrage de l'activité recherche et développement et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Au titre des derniers départs intervenus sur l'exercice clos le 31 décembre 2014, une charge pour indemnités de licenciements versés et autres coûts associés a été comptabilisée pour 1 304 milliers d'euros. La Société a par ailleurs maintenu une provision pour restructuration relative aux dépenses d'accompagnement résiduelles pour un montant total de 20 milliers d'euros.

3.9 Avances ou crédits alloués aux dirigeants

Conformément à la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

3.10 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Crédit impôt recherche	3 398	4 701
CICE	-	94
Clients factures à établir	3 188	2 337
Compte courant Factor	1 881	2 117
Total	8 467	9 249

3.11 Charges à payer

Les charges à payer se répartissent comme suit au bilan :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 888	2 932
Dettes fiscales et sociales	3 961	5 081
Autres dettes	-	631
Total	6 849	8 644

3.12 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance et les produits constatés d'avance se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Charges d'exploitation	1 929	1 210
Total	1 929	1 210

En milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Produits d'exploitation	1 982	5 686
Total	1 982	5 686

Les charges constatées d'avances correspondent à des charges courantes d'exploitation engagées et comptabilisées avant leur fait générateur.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des facturations des maintenances et des licences dont le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure que les critères de reconnaissance de revue sont remplis.

3.13 Ecart de conversion sur opérations en devises

L'écart de conversion sur opérations en devises se détaille comme suit au 31 décembre 2014 :

Nature des écarts en milliers d'euros	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Créances			-	569
Dettes d'exploitation	465		-	465
Total	465		-	465

4. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

La Société a réalisé 85% de son chiffre d'affaires 2014 à l'export et 15% en France.

4.2 Résultat net par action

En milliers d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Résultat net de l'exercice	(7 603)	(9 587)	(3 751)	(16 451)	(32 311)	(23 854)	(2 102)
Nombre d'action	11 109 048	11 193 832	21 677 620	21 724 324	33 993 562	33 993 562	34 328 848
Résultat net par action	(0,68)	(0,86)	(0,17)	(0,76)	(0,95)	(0,70)	(0,06)

Le nombre d'actions pour les exercices 2010 et antérieurs a été recalculé en appliquant les mêmes modalités de division de la valeur nominale de l'action par 4 que sur l'exercice clos le 31 décembre 2011.

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée en 2014 aux organes de direction s'est élevée à 1 269 milliers d'euros.

4.4 Ventilation de l'effectif et droit individuel à la formation

L'effectif de la société se détaille comme suit au 31 décembre 2014 :

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	98	-
Agents de maîtrise et techniciens	17	-
Apprentis		-
Contrat professionnalisation	3	
Total	118	-

Au 31 décembre 2014 les droits acquis et non pris par les salariés au titre du Droit Individuel à la Formation s'élèvent à 8 367 heures.

4.5 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

La Société est fiscalement déficitaire et n'a pas acquitté d'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, le report déficitaire est le suivant :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014
Total des déficits restant à reporter avant intégration fiscale de Janvier 2011	71 299
Total des déficits restant à reporter avant l'intégration fiscale	71 299
Deficits reportables pour l'exercice 2011	19 084
Deficits reportables pour l'exercice 2012	32 458
Deficits reportables pour l'exercice 2013	27 695
Deficits reportables pour l'exercice 2014	5 250
Total des déficits restant à reporter dans le cadre de l'intégration fisc	84 487
Total des déficits restant à reporter	155 787

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables pour les comptes sociaux des sociétés françaises, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôts différés sur ce déficit.

4.6 Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

Les accroissement et allègements de la dette future d'impôts s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- C3S	150
- TVTS	2
- Amortissements excedentaires	3
Autres :	
- Provisions pour risques divers	1 535
Total des allègements	1 690
Déficits reportables y compris integration	155 787
Moins values à long terme	-

4.7 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Produit	Charge	31 decembre 2014 Net	31 decembre 2013 Net
Sur exercice antérieur	-	-	-	(23)
Sur cession d'immobilisations	170	166	5	31
Sur dépreciation des titres	-	161	(161)	-
Sur risque et charges exceptionnels	-	-	-	(1 154)
Pénalités diverses	-	152	(152)	(2)
Total	170	479	(308)	(1 147)

4.8 Transferts de charges

Les transferts de charges ont un caractère d'exploitation et s'élèvent à 713 milliers d'euros. Ils sont principalement constitués des refacturations de frais à l'alliance OSPT qui regroupe un certain nombre d'acteurs dans le domaine du transport.

4.9 Montant des dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges en 2014 s'élève à 32 296 milliers d'euros (28 298 milliers d'euros en 2013).

5. Engagements financiers et autres informations

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Il n'y a pas de dettes garanties par des sûretés réelles au 31 décembre 2014.

5.2 Montant des engagements financiers

Les engagements au 31 décembre 2014 sont présentés ci-après :

Engagements donnés en milliers d'euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Contrats de bail	2 320	4 243
Couvertures de change USD/EUR (si évolution défavorable)	16 250	17 500
Total	18 570	21 743

5.3 Liste des filiales et participations

Les filiales et participations se détaillent comme suit au 31 décembre 2014 :

Société	Pays	% détenue	Monnaie	Capital	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat	Valeur comptable des titres détenus en milliers d'euros		Avance consentie (+) reçue (-) en €
								brute	nette	
Inside Secure Corporation	Etats-Unis	100%	Dollars US	50	1 442	8 204	415	50	50	(1 271)
Inside Secure (Asia) PteLtd	Singapour	100%	Dollars de Singapour	100	554	842	36	48	48	(216)
Vault-IC UK Ltd	Ecosse	100%	Livre sterling	1	4 309	3 391	(27)	8 630	4 508	1 547
Vault-IC France SAS	France	100%	Euros	1 298	6 218	10 636	471	1 340	1 340	(10 029)
INSIDE Secure B.V	Hollande	100%	Euros	100	1 312	3 546	217	4 570	4 570	(2 753)
Inside Secure France SAS	France	100%	Euros	1	1	-	-	1	1	-
Inside Secure KK	Japon	100%	Yen	100	3 233	108 894	972	1	1	(24)
Selinko	Belgique	18%	Euros				Non Communiqué			

5.4 Relations intra-groupe

Les opérations intra-sociétés réalisées au cours de l'exercice avec les sociétés du Groupe s'analysent de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2014
Produits		
Produits d'exploitation	-	-
Produits financiers	-	-
Produits exceptionnels	-	-
Charges		
Charges d'exploitation	27 945	28 028
Charges financières	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Total	27 945	28 028

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux différents coûts supportés par les filiales et refacturés à la Société conformément aux contrats en vigueur.

5.5 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

Produits Financiers	Exercice 2014	Exercice 2013
Différences positives de change	6 260	2 684
Produits net sur cessions des valeurs mobilières de placement	17	2
Interêts contrats obligataires	-	382
Reprise de provisions risques et charges financières	254	297
Interêts et charges	5	-
Total	6 536	3 366

Charges Financières	Exercice 2014	Exercice 2013
Dotations financières aux amortissements et provisions	465	191
Intérêts et charges	520	189
Différences négatives de change	2 827	3 715
Total	3 812	4 095

Resultat Financier	2 724	(730)
---------------------------	--------------	--------------

5.6 Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Société a mis en place une convention d'intégration fiscale avec sa filiale française Vault-IC France SAS et depuis le 1^{er} janvier 2013 avec sa filiale INSIDE Secure France SAS.